

programmes de défense sur les différents pays, les problèmes économiques et financiers que suscite l'exécution de ces programmes de défense, ainsi que la répercussion de ceux-ci sur les pays intéressés. Il fait, en somme, la revue des événements d'ordre économique et financier qui se produisent.

Nous avons en outre une commission de la production de défense qui étudie, comme son nom l'indique, les problèmes relatifs à la production: elle a fait, entre autres travaux, une enquête en vue d'établir à quelles fins la capacité productive de chacun des États membres peut le plus efficacement servir. Si la puissance de production est en chômage dans un pays, et que le rendement de tel autre pays soit insuffisant, c'est cette commission qui voit à ce que les commandes du dernier pays puissent être acheminées vers le premier, de manière à utiliser la surproductivité inactive. Voilà le rôle de la Commission de la production. Notre représentant auprès de cette commission est M. H. R. MacMillan. Nous n'avons pas encore désigné notre délégué au Bureau économique et financier. Il est vrai que ce bureau vient d'être créé; notre représentant n'y a pas encore été nommé, mais M. Couillard, du ministère des Affaires extérieures, y fait office de délégué intérimaire du Canada. Le côté militaire de l'organisme a été plus ou moins consolidé depuis le début par l'institution d'un comité groupant les chefs d'état-major de tous les États membres. Sous l'autorité de ce comité siège un groupe permanent, celui des représentants militaires du Royaume-Uni, des États-Unis et de la France. Voilà, en un sens, l'état-major unifié de l'Organisation de l'Atlantique-Nord, et auprès de ce groupe de trois les autres pays ont des agents de liaison. Or ce système a fonctionné jusqu'ici à la satisfaction générale.

M. GOODE: Et M. H. R. MacMillan qui nous y représente est de la Colombie-Britannique?

L'hon. M. PEARSON: Oui, de la Colombie-Britannique.

M. GOODE: Il me semblait que la Colombie-Britannique devait figurer quelque part.

M. FLEMING: Monsieur le président, M. Pearson peut-il traiter brièvement un ou deux aspects de la question à l'étude? Le ministre a montré la filière que suivent là-bas les renseignements sur la situation; il a déclaré que les renseignements disponibles sont communiqués aux représentants des différents États membres. Je présume que le gouvernement du Canada reçoit aussi, par les voies ordinaires, des rapports de son propre commandant en Corée?

L'hon. M. PEARSON: Sans aucun doute, le commandant des forces canadiennes en Corée a droit de correspondre directement avec son gouvernement.

M. FLEMING: Je suppose que vous recevez des rapports de cette source?

L'hon. M. PEARSON: Le ministre de la Défense nationale serait mieux en mesure que moi de vous répondre, mais je crois qu'il reçoit des rapports directement. Comme M. Heeney l'a indiqué, nous avons à Tokyo un représentant militaire qui fait directement rapport au ministère de la Défense nationale, et qui est accrédité auprès du commandant en chef des forces alliées dans le Pacifique, le général Ridgway.

M. STICK: Nous avons là-bas un officier de liaison directe?

L'hon. M. PEARSON: Oui.

M. FLEMING: Tous les rapports du général Ridgway sur les opérations en Corée sont-ils transmis directement au comité de dix-sept représentants qui siège à Washington, ou si les rapports qu'il rédige sont adressés exclusivement par lui, en sa qualité de commandant américain, au gouvernement des États-Unis?

L'hon. M. PEARSON: Je crois que plusieurs rapports du général Ridgway vont directement au gouvernement des États-Unis, et sont signés par lui en sa